

DES CYCLES ÉCONOMIQUES AUX CYCLES POLITIQUES

Un aperçu général
sur les modèles politico-économiques

par

Jacques DEFOURNY,

*Assistant à la Faculté de Droit, d'économie et de sciences sociales
de l'Université de Liège*

INTRODUCTION

Les théories sur la politique gouvernementale de stabilisation supposent implicitement que le gouvernement doit stabiliser l'économie et qu'il agit en fait dans ce sens. Si sa capacité pour une telle action a été remise en question par les monétaristes, sa *volonté* est maintenant mise en doute avec les modèles du « political business cycle » : ceux-ci montrent en effet que le gouvernement peut ne pas vouloir stabiliser l'économie et qu'il peut avoir au contraire intérêt à créer certains cycles. Ainsi les théories de la politique économique voient certains de leurs concepts de base quelque peu ébranlés.

Dans la société moderne, les gouvernements jouent un rôle majeur au sein des économies nationales et les citoyens tiennent largement les pouvoirs publics pour responsables de leur bien-être matériel. Aussi, considérer que le gouvernement est un élément exogène par rapport au système économique, est fortement irréaliste. En particulier dans des modèles économiques, traiter comme exogènes des variables telles que les dépenses gouvernementales par exemple, peut conduire à de graves erreurs de spécification.

C'est pourquoi, depuis la fin des années soixante, un certain nombre d'économistes et de politologues ont essayé d'analyser de façon théorique ou empirique les interactions entre les secteurs économique et politique de la société. Dans un premier temps, ces

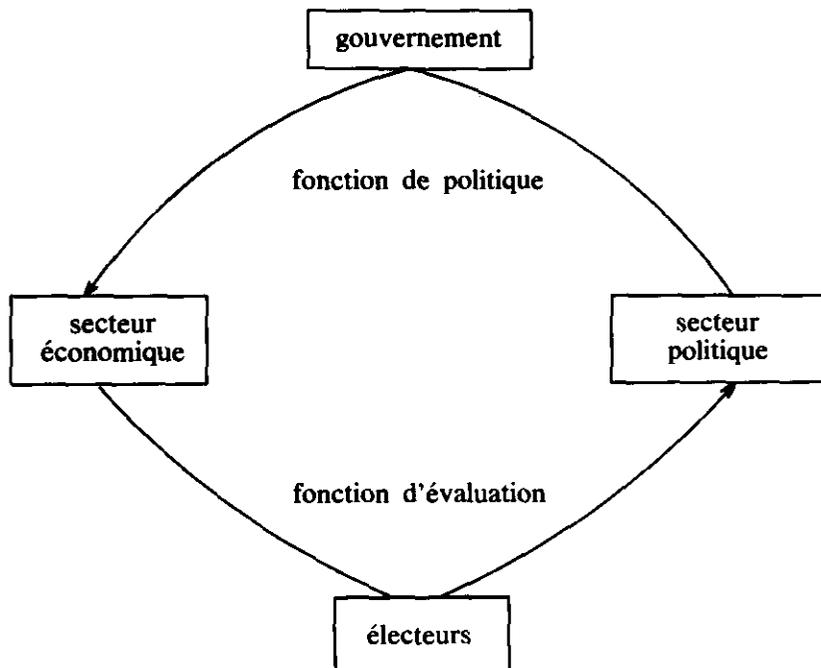
(¹) Voir G.H. KRAMER (1971) pour une synthèse de cette première littérature.

études ont surtout relevé de la science politique car elles s'intéressaient essentiellement à l'impact des conditions économiques sur le comportement des électeurs (1). On a ensuite étudié la manière dont des variables politiques peuvent agir sur l'économie.

Parmi les approches développées pour saisir ces interactions, celle qui paraît avoir le plus d'avenir se fonde sur la construction de modèles politico-économiques et s'est, jusqu'à présent, concentrée sur les relations entre les électeurs et le gouvernement. L'idée de base d'un modèle politico-économique est la suivante :

1. l'évaluation des réalisations du gouvernement par les électeurs et donc les chances du gouvernement de rester au pouvoir dépendent considérablement des conditions économiques;
2. le gouvernement essaye de diriger l'économie de manière à rester au pouvoir et/ou à maximiser son utilité.

Un tel système de relations peut être représenté par le schéma ci-dessous.



La fonction d'évaluation exprime l'influence de l'économique sur le politique à travers les électeurs et la fonction de politique exprime l'influence du politique sur l'économique à travers le gouvernement.

Afin de donner une idée générale des modèles politico-économiques, nous allons passer en revue les principales hypothèses que l'on fait généralement sur leurs quatre blocs constitutifs, à savoir les électeurs et le gouvernement (les acteurs) d'une part, le système économique et le système politique d'autre part. Ensuite, nous examinerons le fonctionnement des principaux modèles fondés sur ces hypothèses et les résultats auxquels ils aboutissent. Nous verrons que tous ces modèles débouchent sur un cycle conjoncturel d'origine politique ou « political business cycle »⁽²⁾. Il faut cependant noter que certains modèles politico-économiques, que nous n'envisagerons pas dans cet article, n'aboutissent pas à un tel cycle.

I. Les hypothèses sur les blocs

A. Le système politique

1. On suppose une démocratie parlementaire où *la période entre deux élections est fixe*.

Lorsque pour un pays [par exemple le Royaume-Uni étudié par Frey et Schneider (1978)] cette période est variable, il faut une théorie de fixation des élections. Mais il y a alors un problème d'identification : l'économie est-elle dirigée en vue des élections ou les élections sont-elles fixées en fonction de la situation économique ; ou les deux propositions sont-elles vraies ? [Lindbeck (1976)]

2. Il y a un certain degré de *compétition entre les partis* et le gouvernement gagne lorsqu'il obtient assez de voix pour rester au pouvoir.

La compétition entre partis n'a pas encore été envisagée dans un contexte dynamique [si ce n'est par Kramer (1975), mais son modèle n'est pas du type " political business cycle "].

⁽²⁾ L'expression de " political business cycle " a été lancée par W.D. Nordhaus (1975), mais l'idée de " political economic cycle " était déjà formulée par J. Åkerman en 1947.

3. Le meilleur indicateur des chances qu'a le gouvernement d'être réélu est *l'indice de popularité de celui-ci*.
4. Au moment des élections, ce qui compte c'est le *nombre de voix obtenues*.

B. *Le système économique*

La plupart des modèles sont partiels : ils couvrent seulement une partie de l'économie. Généralement, c'est le dilemme entre chômage et inflation (courbe de Phillips) qui est choisi pour représenter le cadre économique.

Dans certains modèles politico-économiques n'engendrant pas un "political business cycle", on retient le dilemme intertemporel entre consommation et investissement, le diagramme keynésien IS-LM ou encore la répartition régionale du revenu disponible.

Seules deux études utilisent un modèle macroéconométrique complet : Fair (1975) pour les Etats-Unis, Frey et Schneider (1975) pour l'Allemagne fédérale.

C. *Les électeurs*

1. Ils sont supposés avoir un *comportement rationnel* : ils évaluent les réalisations passées et les réalisations attendues du gouvernement sur base de l'état actuel de l'économie. S'ils ne sont pas satisfaits, ils votent pour l'opposition.
2. Cette évaluation se fait à partir d'une *fonction d'utilité des électeurs*.
 - Les arguments de cette fonction d'utilité varient fortement selon les modèles. Certains auteurs [notamment Fair (1975)] estiment que les conditions économiques générales sont correctement reflétées par une seule variable : la croissance réelle du PNB par tête (ou du revenu disponible). Mais l'approche la plus courante consiste à considérer deux arguments dans la fonction d'utilité des électeurs : généralement, le taux de chômage et le taux d'inflation [Nordhaus (1975), MacRae (1977), Lindbeck (1975, 1976)]. Pour les pays où il existe deux grands partis, les trois variables macroéconomiques sont statistiquement significatives. C'est ce qui incite Frey et Schneider (1975, 1978) à les prendre ensemble comme arguments de la fonction d'utilité.
 - Les divergences entre les auteurs sont également importantes quant à la rapidité avec laquelle les électeurs ou-

blient les réalisations passées du gouvernement. La position extrême consiste à dire que les électeurs prennent seulement en considération l'année durant laquelle ont lieu les élections [Fair (1975)]. Le plus souvent, on suppose que les événements passés ont, dans l'évaluation des électeurs, une importance qui décroît géométriquement [Nordhaus (1975)].

3. L'évaluation (de l'économique) par les électeurs influence le gouvernement (c'est-à-dire le politique) par le biais de l'*indice de popularité du gouvernement* ou par le biais des *résultats électoraux*.

D. *Le gouvernement*

1. Certains modèles considèrent que le gouvernement est *parfaitement informé* sur les réactions des électeurs et sur ses chances d'influencer l'économie.
D'autres prétendent que le *manque d'information* est une caractéristique de l'action du gouvernement.
2. Les partis se concurrencent sur le « marché des voix » : ils essayent de *maximiser leur nombre de voix*, leur pourcentage de voix ou la probabilité de dépasser un certain nombre ou pourcentage de voix [Nordhaus (1975), MacRae (1977), Lindbeck (1975, 1976)]. Frey et Schneider (1975, 1978) supposent que le gouvernement *maximise son utilité* définie par les objectifs « idéologiques » établis dans les programmes des partis au pouvoir et que cette maximisation se fait sous des contraintes politique (la nécessité d'être réélu), administrative (due à la bureaucratie publique), et économique (l'équilibre du budget et la balance des paiements).
3. *L'horizon temporel* du gouvernement s'étend généralement jusqu'aux élections suivantes.
Frey précise cette hypothèse : lorsque le gouvernement est convaincu qu'il gagnera les prochaines élections, il faut inclure au moins la législature suivante dans son horizon temporel.

II. Les modèles les plus représentatifs

A. *Les modèles de Nordhaus (1975), MacRae (1977) et Lindbeck (1975, 1976)*

Ils considèrent tous trois que le gouvernement maximise son résultat électoral (nombre de voix obtenues) et qu'il se trouve devant le dilemme inflation-chômage.

1. *Le modèle de Nordhaus est le plus intéressant car il est le premier à avoir mis en évidence le " political business cycle ". Nous en donnons une présentation un peu formalisée en annexe. Dans ce modèle, les électeurs évaluent les réalisations du gouvernement à travers leur fonction de bien-être. Si le bien-être effectivement obtenu par un électeur au cours de la législature est supérieur au bien-être qu'il attendait, cet électeur vote pour le gouvernement. Dans le cas contraire, sa voix va à l'opposition. Le gouvernement, quant à lui, est supposé connaître parfaitement la manière dont les électeurs ressentent et évaluent ses réalisations. Il est également sensé s'intéresser uniquement à son prochain score électoral.*

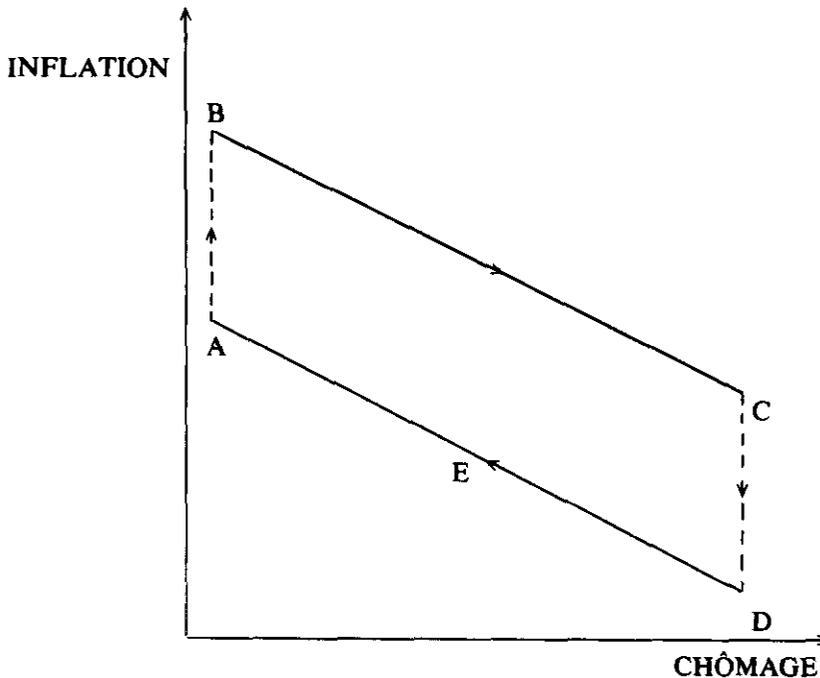
Le résultat de ce modèle est un cycle économique d'origine politique : immédiatement après une élection victorieuse, le gouvernement doit entreprendre une politique déflationniste et laisser croître le taux de chômage afin de combattre l'inflation. A l'approche des élections suivantes, il doit faire baisser le taux de chômage jusqu'au point de « politique purement myope » (le point optimum si l'on cherche seulement à gagner des élections toutes proches).

Nordhaus a testé son modèle pour 9 pays sur la période 1947-1972.

- Le " political business cycle " décrit très mal les cas de l'Australie, du Canada, du Japon et du Royaume-Uni.
- Pour la France et la Suède, quelques indications assez modestes apparaissent.
- Le modèle reflète bien la réalité pour les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Allemagne. Ainsi, dans le cas des Etats-Unis, les deux élections pour lesquelles le schéma préélectoral (baisse du taux de chômage) n'a pas été respecté, sont celles que le parti au pouvoir a perdues (1960 et 1968) ⁽³⁾. Par contre, le programme économique de la première administration Nixon est l'exemple parfait d'une planification pour le " political business cycle " : politique économique très restrictive de 1968 à 1970 avec hausse du taux de chômage de 3,4 % à 6 %, puis, en 1971, annonce d'un plan visant à ramener ce taux à 4,5 % pour fin 1972.

⁽³⁾ Ce n'est pas vrai pour l'élection de 1952 que le parti au pouvoir a aussi perdue.

2. *MacRae (1977)* a montré que l'hypothèse, faite par Nordhaus, d'un affaiblissement de la mémoire des électeurs n'est pas nécessaire pour avoir un cycle. Laissant de côté une telle hypothèse, son modèle aboutit en effet à la conclusion que la politique optimale du gouvernement consiste à créer un cycle économique couvrant tout juste la législature.
3. *Lindbeck (1975, 1976)* suppose que les électeurs sont sensibles non aux niveaux mais aux variations des taux d'inflation et de chômage, et il obtient un cycle optimal assez semblable : au moment de l'élection, le point optimal est entre A et D de la courbe de Phillips, par exemple E sur la figure ci-dessous. Une accélération importante de l'inflation intervient après les élections, déplaçant la courbe de Phillips vers le haut (on va vers B). Mais aussitôt, une politique restrictive est entreprise jusqu'à environ un an des élections. Cela accroît le chômage (on se déplace de B en C) et ramène la courbe de Phillips vers l'origine (on se retrouve en D).



B. *Le modèle de Fair (1975)*

Fair est le premier à avoir utilisé un modèle macroéconomique complet pour représenter le cadre économique dans lequel le gouvernement agit. Ce modèle comporte 26 équations et 78 variables exogènes.

Fair suppose que les administrations présidentielles américaines ont un horizon temporel s'étendant jusqu'à l'élection prochaine. Les instruments de politique économique à la disposition du président sont la valeur des biens achetés par le gouvernement (les dépenses publiques) et la valeur des effets publics en circulation (la dette publique intérieure à moyen terme et à long terme). Quant aux électeurs, ils s'intéressent seulement à la croissance réelle du PNB par tête. Ainsi le gouvernement désirant maximiser son prochain score électoral essaye simplement d'obtenir pour l'année de l'élection un taux de croissance réelle maximum du PNB par tête.

Le modèle aboutit à la définition de la politique optimale suivante : le creux dans la conjoncture doit se situer 15 mois à 2 ans avant l'élection et la politique fiscale la plus restrictive doit intervenir 3 mois auparavant. Ainsi, la politique de relance menée après ce creux conjoncturel doit permettre d'obtenir un taux de croissance réelle du revenu national de 20 % pendant l'année de l'élection.

Ce taux est incroyablement élevé et la croissance effectivement obtenue a toujours été beaucoup plus faible. D'après Fair, si les présidents américains n'ont jamais atteint un tel objectif, c'est en raison des diverses contraintes exercées sur leur politique de maximisation des suffrages par le Congrès et la Réserve Fédérale ; ou encore parce qu'ils estimaient que les électeurs étaient sensibles à d'autres critères que la croissance réelle du PNB par tête.

C. *Le modèle de Frey et Schneider*

Ces deux auteurs utilisent un modèle macroéconomique complet mais supposent que le gouvernement maximise son utilité en essayant d'atteindre ses objectifs idéologiques, sous la contrainte d'être réélu aux prochaines élections. La politique optimale est dès lors la suivante : si l'indice de popularité du gouvernement (qui dépend du chômage, de l'inflation et du revenu réel disponible) est inférieur au niveau considéré comme nécessaire pour être sûr d'être réélu, le gouvernement essayera d'accroître sa popularité, en utilisant des instruments ayant un effet immédiat en cas d'élections toutes proches ou ayant un effet à plus long terme si les élections sont assez éloignées. Par contre, si la popularité du gouvernement est telle que sa réélection est assurée, ce dernier mènera une poli-

tique conforme à son idéologie : par exemple, il poursuivra une politique budgétaire expansionniste ou de contraction des dépenses publiques suivant qu'il est de gauche ou de droite.

Frey et Schneider ont testé leur modèle sur des données couvrant la période 1945-1975 et concernant les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne fédérale. Ces tests sont tous significatifs : les dépenses publiques sont accrues avant chaque élection que le gouvernement n'est pas convaincu de gagner.

CONCLUSIONS

Les modèles politico-économiques représentent une contribution notable à l'étude des cycles économiques : ils montrent qu'un cycle économique peut être volontairement créé pour des raisons politiques, et ils fournissent à l'analyse de ce phénomène une base théorique solide.

Insistons cependant sur le fait que la recherche sur l'interaction entre le politique et l'économique n'en est qu'à ses premiers balbutiements. D'importants problèmes doivent encore être résolus. Ainsi, la plupart des travaux ont porté, jusqu'à présent, sur des pays (principalement les Etats-Unis) où la durée de la législature est fixe. Lorsque les dates des élections sont aléatoires, l'analyse s'avère difficile, surtout pour les pays où les crises politiques sont fréquentes et longues (par exemple l'Italie actuelle où de nombreux mois sont souvent nécessaires pour former un gouvernement, qui lui-même n'a qu'une espérance de vie peu élevée).

Un autre problème important provient du fait que tous les modèles supposent qu'au moment des élections, le nombre de voix obtenues constitue la variable décisive. En d'autres termes, aucun modèle n'a encore pu intégrer le passage du nombre de voix obtenues par les partis à la formation du gouvernement. Or, il existe souvent des différences considérables entre les scores en voix et les résultats exprimés en sièges au Parlement.

En outre, dès qu'il y a plus de deux partis, il faut aussi considérer la possibilité d'avoir des coalitions, ce qui risque de compliquer singulièrement le modèle. La prise en compte des différences entre les systèmes politiques est pourtant indispensable si l'on veut étendre le champ d'application des modèles politico-économiques.

De même, les interactions déjà intégrées dans les modèles doivent encore être précisées. De nombreuses recherches [par exemple celles de Fair (1978)] visent à mieux définir les fonctions de

popularité et de vote (quels éléments déterminent la position des électeurs vis-à-vis du gouvernement ?) (*). D'autres étudient les fonctions d'utilité ou d'objectif du gouvernement (quelles contraintes politiques influencent la politique économique du gouvernement et quels objectifs celui-ci poursuit-il ?). D'autres encore se penchent sur le problème de l'abstention électorale (certaines variables économiques interviennent-elles dans une décision de ne pas voter ?).

Les modèles formalisés doivent également être élargis pour refléter davantage la réalité. Par exemple, ils devraient pouvoir prendre en considération des institutions comme les syndicats, la banque centrale, les entreprises publiques, etc., qui sont l'expression de diverses interactions politico-économiques.

Enfin, à côté des modèles formalisés, les seuls à avoir été envisagés dans cet article, diverses approches encore informelles indiquent de nouvelles directions pour les recherches futures. Elles proposent des vues alternatives du système économique [par exemple Downs (1972)] et du système politique [notamment le courant marxiste avec Kalecki (1943), ou encore Boddy et Crotty (1975)].

RÉFÉRENCES

- ÅKERMAN, J. (1947) : " Political Economic Cycles ", *Kyklos* 1, pp. 107-117.
- BODDY, R. and CROTTY, J. (1975) : " Class Conflict and Macro-Policy : the Political Business Cycle ", *Review of Radical Political Economics* 7, pp. 1-19.
- BOUTE, S. et GINSBURGH, V. (1977) : " Performances économiques et résultats des élections législatives en Belgique : une approche quantitative ", *Recherches Economiques de Louvain*, vol. 43, n° 4.
- DOWNES, A. (1972) : " Up and Down with Ecology ", *Public Interest* 28, pp. 38-50.
- FAIR, R.C. (1975) : " On Controlling the Economy to Win Elections ", Cowles Foundation Discussion Paper n° 397.
- FAIR R.C. (1978) : "The Effects of Economic Events on Votes for President ", *The Review of Economics and Statistics* 60, pp. 159-173.
- FREY, B.S. (1978) : " Politico-Economic Models and Cycles ", *Journal of Public Economics* 9, pp. 203-220.
- FREY, B.S. and SCHNEIDER, F. (1975) : "An Econometric Model with an Endogenous Government Sector ", Paper presented at the third World Meeting of the Econometric Society, Toronto.
- FREY, B.S. and SCHNEIDER, F. (1978) : "A Politico-Economic Model of the United Kingdom ", *The Economic Journal* 88, pp. 243-253.

(*) Signalons à ce propos l'article de S. Boute et V. Ginsburgh (1977) consacré à l'étude de l'influence des conditions économiques sur les résultats des élections législatives en Belgique.

- KALECKI, M. (1943) : " Political Aspects of Full Employment ", *Political Quarterly* 14, pp. 322-331.
- KRAMER, G.H. (1971) : " Short Run Fluctuations in U.S. Voting Behaviour ", 1896-1964, *American Political Science Review* 65, pp. 131-143.
- KRAMER, G.H. (1975) : " A Dynamic Model of Political Equilibrium ", Cowles Foundation Discussion Paper n° 396.
- LINDBECK, A. (1975) : " Business Cycles, Politics and International Economic Dependence ", *Skandinaviska Enskilda Banken Quarterly Review* 2, pp. 53-68.
- LINDBECK, A. (1976) : " Stabilization Policy in Open Economies with Endogenous Politicians ", *American Economic Review*, Papers and Proceedings, vol. 66, n° 1, pp. 1-19.
- MacRAE, D.C. (1977) : " A Political Model of the Business Cycle ", *Journal of Political Economy* 85, pp. 239-263.
- NORDHAUS, W.D. (1975) : " The Political Business Cycle ", *Review of Economic Studies* 42, pp. 169-190.

ANNEXE

Le modèle de Nordhaus (1975) ⁽⁵⁾

Pour Nordhaus, le système macroéconomique est le suivant :

$$\pi_w = f_0(u) + \lambda \pi^e \quad (1) \text{ avec } \pi_w = \text{taux de croissance des salaires nominaux}$$

$$\pi = \pi_w - a \quad (2) \pi = \text{taux de croissance des prix}$$

$$\pi^e = \text{taux de croissance attendue des prix}$$

$$\frac{d\pi^e}{dt} = \gamma(\pi - \pi^e) \quad (3) \begin{array}{l} u = \text{taux du chômage} \\ a = \text{taux de croissance de la productivité} \end{array}$$

$$(1) \text{ et } (2) \rightarrow \pi = f_0(u) + \lambda \pi^e - a = f_1(u) + \lambda \pi^e$$

d'où le système se réduit à :

$$\pi_t = f_1(u) + \lambda \pi_t^e \text{ avec } f_1(u) = f_0(u) \dots a$$

$$\frac{d\pi_t^e}{dt} = \gamma(\pi_t - \pi_t^e)$$

⁽⁵⁾ Nous ne présentons que la version de court terme du modèle de Nordhaus, la version de long terme étant nettement moins convaincante.

— Les électeurs ont une fonction d'utilité individuelle

$$U_t^i = g^i(u_t, \pi_t)$$

— L'évaluation des réalisations du gouvernement par l'électeur i , (c'est-à-dire le bien-être que celles-ci lui ont procuré) peut alors être représentée par la fonction de bien-être individuel

$$W_\theta^j = \int_0^\theta g^j(u_t, \pi_t) e^{-\mu t} dt$$

où θ = longueur de la législature (l'élection a lieu en $t = \theta$)

μ = taux d'affaiblissement de la mémoire des électeurs : plus t est élevé, c'est-à-dire proche du présent, plus important est le poids $e^{-\mu t}$ accordé à $g(u_t, \pi_t)$.

— La fonction de vote de l'électeur i est la suivante :

$$\begin{aligned} V_t^j &= 1 \text{ (une voix pour le gouvernement)} && \text{si } W_\theta^j > \bar{W}_\theta^j \\ &= 0 \text{ (abstention)} && \text{si } W_\theta^j = \bar{W}_\theta^j \\ &= -1 \text{ (une voix pour l'opposition)} && \text{si } W_\theta^j < \bar{W}_\theta^j \end{aligned}$$

où \bar{W}_θ^j = bien-être attendu par l'électeur i pour la période de la législature (\bar{W}_θ^j est fixé au début de la législature en $t = 0$)

et W_θ^j = bien-être effectivement obtenu par l'électeur i pendant la législature (W_θ^j est évalué en $t = \theta$).

Dès lors, $V_t = \sum_i V_t^i$ est la fonction de vote agrégée des électeurs.

— Le gouvernement est supposé connaître parfaitement les préférences des électeurs et leur fonction d'évaluation. De plus, il se préoccupe uniquement de son prochain résultat électoral.

Il va donc maximiser V_t par rapport aux variables-instruments u et π sous la contrainte du système économique

$$\pi_t = f(u_t) + \lambda \pi_t^e$$

$$\frac{d\pi_t^e}{dt} = \gamma (\pi_t - \pi_t^e)$$

En utilisant les techniques de l'optimisation dynamique, on peut montrer que le résultat est un "political business cycle".

From economic to political cycles. A general survey of politico-economic models

SUMMARY

In theories of economic policy there is usually an assumption that government authorities are endeavouring to stabilise economic activity. The monetarists have questioned the ability of governments to achieve this. Now their very desire to do so is called into question by the most recent models of the "political business cycle".

It may well be that, for political — and primarily electoral — reasons, governments are not really trying to stabilise their economies and that they have, on the contrary, an interest in actually provoking certain short-term cyclical movements — for instance, by bringing unemployment down at any cost as election-time draws near and letting it rise afterwards as a means of combating inflation.

This article briefly surveys the principal hypotheses and conclusions encountered in recent writings on the interactions between events in the economic and the political fields. It also draws attention to present limitations and to fields in which closer interaction would be desirable.

Des cycles économiques aux cycles politiques. Un aperçu général sur les modèles politico-économiques

RÉSUMÉ

Les théories de la politique économique supposent habituellement que les autorités gouvernementales cherchent à stabiliser l'activité économique. La capacité de ces autorités a été remise en question par les monétaristes. C'est maintenant leur volonté qui est mise en doute par les modèles récents de « political business cycle ».

Pour des raisons politiques — et principalement électorales —, les gouvernements pourraient ne pas chercher réellement à stabiliser l'économie et avoir, au contraire, intérêt à créer certains cy-

cles conjoncturels, par exemple faire baisser à tout prix le chômage à l'approche d'élections pour le laisser croître ensuite afin de lutter alors contre l'inflation.

Cet article présente une synthèse des principales hypothèses et conclusions de la littérature récente sur les interactions entre phénomènes politiques et phénomènes économiques. Il en souligne aussi les limites actuelles et les prolongements souhaitables.

Vom Wirtschaftszyklus zum politischen Zyklus. Eine allgemeine Übersicht über politökonomische Modelle

ZUSAMMENFASSUNG

Die Theorien der politischen Ökonomie unterstellen in der Regel, daß die staatlichen Instanzen danach streben, die Wirtschaftstätigkeit zu stabilisieren. Die Monetaristen haben aber in Frage gestellt, ob die staatlichen Instanzen dazu überhaupt in der Lage sind. Andererseits wird durch die neueren Modelle des "politischen Konjunkturzyklus" in Frage gestellt, ob sie überhaupt den Willen zu einer solchen Stabilisierung haben.

Aus politischen Gründen und vor allem auch aus Rücksichten auf ihre Wählerschaft könnten die Regierungen sich dazu veranlaßt sehen, eine Stabilisierung der Wirtschaft in diesem Sinne gar nicht anzustreben; sie würden dann vielmehr daran interessiert sein, gewisse Konjunkturzyklen auszulösen: Beispielsweise könnte es für sie darum gehen, unter allen Umständen die Arbeitslosigkeit zu verringern, sobald die Wahlperiode näher kommt; es könnte es ihnen dann opportun erscheinen, die Arbeitslosigkeit ansteigen zu lassen, um sich der Inflationsbekämpfung zu widmen.

Dieser Beitrag stellt eine Synthese der wichtigsten Hypothesen und Schlußfolgerungen zu diesem Thema dar, die sich in der neueren Literatur finden; dabei geht es um die Interdependenz zwischen politischen und ökonomischen Phänomenen. Gleichzeitig werden in diesem Beitrag die Grenzen aufgezeigt, die sich heute für eine solche Politik abzeichnen, sowie die Möglichkeiten zur erwünschten Ausweitung der Maßnahmen.

Copyright of *Annals of Public & Co-operative Economy* is the property of Blackwell Publishing Limited and its content may not be copied or emailed to multiple sites or posted to a listserv without the copyright holder's express written permission. However, users may print, download, or email articles for individual use.